

**Archives du pôle Affaires juridiques
Dossier de suivi du contentieux consécutif au naufrage du pétrolier
Érika (1997-2015)**

109 W 1-45



Répertoire numérique détaillé

Établi par Jérôme Kirion, stagiaire de Master 2 Archives de l'Université d'Angers
sous la direction de Séverine Ménet, attachée principale de conservation du patrimoine

2024

Illustration page précédente :

Photographie de Stéphane Marc, photographe de la Marine nationale, le 13 décembre 1999, extraite de la brochure de présentation de l'association interrégionale Ouest littoral solidaire (AIOLS). Archives régionales des Pays de la Loire (109 W 11).

Introduction

Zone d'identification

Référence : FRAR52 /109 W 1-45

Intitulé/analyse :

Archives du pôle Affaires juridiques de la Région Pays de la Loire concernant le suivi du contentieux consécutif à la marée noire provoquée par le naufrage du pétrolier Érika survenu le 12 décembre 1999.

Dates extrêmes :

1997-2015

Niveau de description :

Partie de fonds.

Importance matérielle et support de l'unité de description :

1,56 ml papier et 2,69 Go pour le versement électronique.

Zone du contexte

Nom du producteur :

Pôle Affaires juridiques

Histoire administrative / Notice biographique :

Le pôle Affaires juridiques a pour rôle le conseil juridique et le traitement des contentieux pour l'ensemble des services de la Région Pays de la Loire. Il est particulièrement chargé du contrôle des actes, de la définition des montages juridiques et du suivi des contentieux. De 1999 à 2015, il assure le suivi des procédures consécutives à la marée noire qui touche les côtes de Loire-Atlantique et de Vendée, après le naufrage du pétrolier Érika survenu le 12 décembre 1999. Il joue notamment le rôle de relais entre les décideurs politiques et les cabinets d'avocats missionnés par la collectivité pour ce contentieux, et participe aux échanges sur la stratégie de la Région concernant l'élaboration du dossier d'indemnisation du préjudice subi, la constitution de partie civile dans la procédure pénale et la question des recours à l'issue des jugements. Le service suit également les activités de l'Association interrégionale Ouest Littoral Solidaire (AIOLS) fondée en 2000 par les collectivités territoriales touchées par la catastrophe afin de coordonner leur action.

Le pôle a changé plusieurs fois de noms sur la période. Service juridique, documentation et archives jusqu'en 2002, il est devenu service juridique jusqu'en 2006 puis pôle juridique et pôle Affaires juridiques depuis 2010. Son rattachement hiérarchique a également changé à cinq reprises sur la période :

- 1999-2002 : Direction Assemblée, ressources humaines et administration (DARHA)
- 2002-2007 : Direction Coordination, conseil et contrôle (D3C)
- 2007-2009 : Mission de l'Inspection de l'Administration Régionale - Conseil Juridique et Evaluation, (MIAR-CJE)
- 2009-2015 : Direction générale des services (DGS)

Historique de la conservation :

Le dossier du contentieux de l'Érika a été conservé dans les bureaux avant d'être versé aux Archives régionales en février 2024 par le pôle Affaires juridiques, rattaché à la direction des Affaires juridiques et Assemblées (DAJA). Ces archives ont été triées par le service des archives régionales, avant leur cotation.

Était présent parmi les documents versés un dossier sur le même sujet, produit par le directeur général délégué Ressources, Secrétariat général (DGDRSG), qui a fait l'objet d'une entrée et d'une cotation distinctes (sous-série 110W).

Modalités d'entrée :

Versement de la Direction Affaires juridiques et assemblées (DAJA) en février 2024.

Zone du contenu et de la structure

Présentation du contenu

Ces archives ont été produites ou reçues par le pôle Affaires juridiques depuis le naufrage du pétrolier Érika au large de la Bretagne, le 12 décembre 1999, jusqu'à l'exécution finale des décisions de justice, en 2015.

Le dossier contient les échanges internes et interrégionaux ainsi que la correspondance avec les avocats sur le contentieux et les conséquences de la marée noire, le dossier d'indemnisation de son préjudice déposé par la Région, l'ensemble des pièces produites par les magistrats et les parties lors de la procédure pénale, auxquels s'ajoutent les notes et propositions d'intervention destinées à la présidence de la région. S'y ajoute une partie de la documentation collectée par le service.

Ces archives documentent ainsi l'action de la Région Pays de la Loire en vue de l'indemnisation des préjudices subis à la suite de la marée noire qui a souillé plus 400 km de côtes, du Finistère jusqu'au nord de la Charente-Maritime, touchant les littoraux de Vendée et de Loire-Atlantique. Elles permettent également de suivre l'engagement de la Région dans la procédure pénale en tant que partie civile à partir de 2002, au procès correctionnel en 2007-2008, au procès en appel en 2010 et jusqu'à l'arrêt de cassation du 25 septembre 2012. Elles montrent enfin l'investissement de la région dans la mise en œuvre d'une coopération entre les collectivités territoriales touchées, en particulier par la création de l'association interrégionale Ouest littoral solidaire (AIOLS) en janvier 2000.

Si le service juridique régional n'est pas intervenu directement dans la gestion du contentieux, confiée dès 2000 à des cabinets d'avocats extérieurs, ces dossiers permettent cependant de suivre les enjeux et les débats qui ont accompagné l'action de la collectivité, ainsi que les choix stratégiques qui ont

conduit les Pays de la Loire à lutter pour la reconnaissance des notions de patrimoine naturel et de préjudice écologique, jusqu'alors absentes du droit français.

Ce dossier présente donc un intérêt historique majeur, à la fois de par la trace que la marée noire de l'Érika a laissée dans la mémoire collective et sur le territoire de la région Pays de la Loire, mais aussi en raison des répercussions juridiques nationales de l'événement puisque celui-ci a permis l'introduction de la notion de préjudice écologique dans la jurisprudence puis son inscription dans la loi française en 2016.

Certains documents sont antérieurs au naufrage du paquebot (1997-1998) : leur présence s'explique par la constitution de justificatifs pour l'évaluation du préjudice et son indemnisation.

Evaluation, tris et éliminations, sort final

La portée historique de ce contentieux, tant au niveau local que national, a conduit à une conservation large de ce dossier. Les seules éliminations ont porté sur des documents d'organisation, des justificatifs bancaires et sur la documentation n'émanant pas du service et n'apportant pas d'informations sur l'affaire ou le fonctionnement du pôle juridique. La version électronique du dossier n'a pas été conservée car elle ne comprenait pas de documents portant valeur probante ni de formats permettant une recherche plein-texte.

Seul le dossier d'instruction pénale est conservé uniquement sous forme électronique, en l'absence d'exemplaire sur support papier, après extraction manuelle des fichiers contenus sur deux cédéroms, en maintenant autant que possible l'intégrité des données¹.

Accroissements

Le dossier de contentieux est clos depuis 2015.

Mode de classement

Les premiers relevés des archives papier et électronique ont permis de distinguer deux périodes différentes dans l'organisation intellectuelle et matérielle des dossiers, périodes correspondant à l'alternance de deux responsables à la tête du service. Le plan de classement respecte cette division. De 1999 à 2006, les dossiers de suivi sont classés de manière chronologique. A partir de 2007, le classement thématique établi par le service a été respecté.

Les archives électroniques sont intégrées dans un plan de classement commun avec les archives physiques.

Zone des conditions d'accès et d'utilisation

Conditions d'accès :

Ces archives publiques sont communicables dans le respect des délais définis par les articles L213 - 1 à 3 du code du patrimoine, 433 et 451 du code de procédure civile et R166 du code de procédure

¹ Les deux cédéroms présentent des problèmes d'obsolescence logicielle ou de dégradation qui n'ont pas permis une extraction automatique des données.

pénale. Les délais de communicabilité appliqués à certaines parties du dossier figurent dans le tableau en annexe du répertoire.

Conditions de reproduction :

Le règlement relatif à la reproduction des documents d'archives régionales précise les modes de reproduction autorisés, ainsi que les conditions de leur utilisation.

Langue et écriture des documents :

Français

Caractéristiques matérielles et contraintes techniques :

Archives sur supports papier et électronique.

Instrument de recherche

Répertoire numérique détaillé du dossier de suivi par le pôle Affaires juridiques du contentieux consécutif au naufrage du pétrolier Érika, par Jérôme Kirion sous la direction de Séverine Ménet, Archives régionales des Pays de la Loire, 2024.

Zone des sources complémentaires

Existence et lieu de conservation des originaux

Archives régionales Pays de la Loire :

Archives du directeur général délégué Ressources, secrétariat général

110 W	Dossier de suivi du contentieux consécutif au naufrage du pétrolier Érika.	2010-2012
-------	--	-----------

Archives de la Direction générale des services (DGS)

72 W 6	Dossiers contentieux catégorie aides économiques. – refus de subventions au syndicat de la confédération maritime : requêtes, mémoires, décisions de justice et exécution, documents de travail, correspondance.	2002-2006
--------	--	-----------

Archives du Conseil économique, social et environnemental régional (CESER)

88 W 1-15	Organisation des bureaux et sessions du conseil : procès-verbaux, actes votés, vœux, motion et correspondance relatifs aux conséquences de la marée noire de l'Érika.	2000-2002
-----------	---	-----------

Archives des services en charge du développement économique

Aides financières aux entreprises et professionnels victimes de la marée noire : dossiers de subvention, comptes rendus, correspondance.

1998-2012

379 PR 489-537	1998-2003
403 PR 482-483	1999-2003
406 PR 1032	2006-2007
430 PR 370	1998-2001
493 PR 63	1999-2008
499 PR 1	1990-2010
544 PR 52	2012
552 PR 2	1999-2006

Archives de la Direction Environnement (DE)

421 PR 167-177 Marée noire de l'Érika : rapports, propositions de loi, dossiers de subventions, publicités, dessins de presse.

1999-2005

421PR 245, 250 Protection du milieu naturel : dossiers de subventions.

2000-2008

Archives de la Direction Contractualisation (DC)

464 PR 236 Contrat Etat-Région (CER) 2000-2006 : avenant marée noire, convention, procès-verbaux de sessions du conseil régional, revues de presse.

2000-2006

Archives des services en charge des assemblées

17 W 33-34 Réunion extraordinaire du 22 janvier 2000 relatif au naufrage de l'Érika : dossier de préparation, comptes rendus.

1999-2000

32 W 53-74 Sessions plénières : procès-verbaux.

1998-2007

Archives des services en charge de la communication

71 W 34 Réunion *Érika - 5 ans après* : dossiers de communication, correspondance.

100 W 19-20

2005

449 PR 16, 173 Campagnes de communication Érika : notes, flyers, brochure, affiches, correspondance, revue de presse.

2000-2009

Archives des services en charge de la culture

432 PR 62 Résidence de compagnies théâtrales, financement : dossier de subvention de la compagnie la Tribouille pour la pièce *le paradoxe de l'Érika*.

2007

436 PR 112 Comité technique cinéma : dossier de demande de subvention du film *Les oiseaux à marée noire* par la Ligue de protection des oiseaux (LPO).

2000

482PR 4 Exposition Érika (mars 2005), organisation : dossier d'assurance.

2000-2007

Témoignages oraux d'agents régionaux collectés par les Archives régionales

12 AV 3	MARTINEAU Odile. - Témoignage recueilli peu après son départ en retraite. Entretiens des 24 janvier et 14 février 2007, réalisés à l'Hôtel de Région et au domicile du témoin (durée : 3h 51) : 3 cédéroms. Fonctions à la Région : juriste (1992-1994), responsable du service juridique (1994-1998, 2004-2007), responsable du service juridique, documentation et archives (1998-2002).	2007
12 AV 21	BOULAY Carine. - Témoignage recueilli le 29 avril 2024 à l'Hôtel de Région sur le rôle du pôle Affaires juridiques dans le suivi du contentieux consécutif au naufrage du pétrolier Érika. (durée 1h07) Fonctions à la Région : juriste puis responsable du pôle Affaires juridiques (2004-2018), directrice des Affaires juridiques et assemblées (depuis 2018).	2024

Archives régionales de Bretagne

1825 W	Naufrage de l'Érika, suivi juridique et économique, participation à l'association interrégionale Ouest littoral solidaire (AIOLS) : demandes d'indemnisation, rapports, revues de presse.	1999-[2012]
--------	---	-------------

Archives régionales de Nouvelle Aquitaine

Direction Tourisme

2635WAQ	Dossiers d'aides Pollution (Remboursements Europe Interreg Sudoe).	2000-2005
---------	--	-----------

Archives de l'ex-région Poitou-Charentes

Direction Affaires juridiques

2802WPC	Procès Érika : préparation et documents administratifs	2008-2010
3910WPC	Dossiers de contentieux : Lysias Partners	2007-2009

Direction générale des services

1057WPC	Fonds de dossiers Érika.	2000
---------	--------------------------	------

Direction Environnement

3250WPC	Association interrégionale Ouest littoral solidaire : dossiers de suivi de la marée noire Érika.	1999-2004
3852WPC	Dispositifs d'aides régionaux	1999-2000

Direction Conseil économique social et environnemental régional (CESER) du Poitou-Charentes

1349WPC Elaboration des rapports du CESR : dossier Érika et cabotage sur la façade Atlantique
2000-2002

Direction Agriculture, Industries Agro-Alimentaires et Pêche

3801WPC Procès Érika : documents administratifs ; suivi du fonds d'urgence mis en place suite
à la marée noire.
2002, 2009-2014

Archives départementales de Charente-Maritime

Archives du Conseil général

2278 W 1-61 Relations avec les associations et organismes touristiques ; Dossiers de subventions ;
Dossiers relatifs à la tempête de 1999 et à la marée noire ; Labellisation et
certification dans le domaine de l'hébergement touristique ; Manifestations
culturelles ; Etudes et projets pour le développement touristique en Charente-
Maritime.
1995-2003

Direction des affaires juridiques

3503 W 1-58 Contentieux du Département de la Charente-Maritime.
1987-2007

3515 W 1-20 Contentieux du Département de la Charente-Maritime.
1999-2013

Archives de la préfecture

3407 W 1-23 Brochures, ouvrages, informations radio (1954-2010) ; Lettre du préfet (1992-1997) ;
tempête de 1999 : photographies, communication ; naufrage du pétrolier Érika :
rapports, communiqués ; Rokia Delmas : communiqués, extraits de reportages
télévisés ; Xynthia documentation, communiqués ; célébration des 75 ans de l'armée
de l'air à Rochefort (2009) : sécurité routière ; dossiers de presse (2007-2010) ; visites
et déplacements de personnalités (2009-2010).
1954-2011

Direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle

4061 W 1-32 Dossiers du secrétariat de direction. – Tempête et marée noire : bilan des
indemnisations de l'Etat (1999).
1976-2010

2514 W 1 Dossier relatif aux actions de formation mises en place lors des recrutements
exceptionnels d'intérêt général pour des travaux de première nécessité suite à la
tempête et à la marée noire de 1999.
1998-2000

Archives départementales du Finistère

Archives publiques

Direction départementale des affaires maritimes

- 2060 W 67-69 Indemnisation des agents des services des affaires maritimes et de l'équipement pour les tâches accomplies à la suite du sinistre de l'Érika. Pêche à pied : arrêtés de fermeture, contrôles de terrain. Situations individuelles des professionnels, indemnisations. 2000
- 1712 W 41-47 Érika, suivi des impacts de la pollution ; indemnisation des victimes ; lutte contre la pollution. 1999-2004

Direction du développement économique et international

- 1983 W 1-34 Réunion ordinaire du 27 et 28 janvier 2000, rapport Pollutions Marines récurrentes: algues vertes, CEDRE, réseau Ecoflux ; rapport Marée noire du pétrolier Érika; association Ouest Littoral Solidaire ; Bretagne Vivante ; SEPNB ; Centre de Droit et d'Economie de la Mer (CEDEM) CP de 09/05/2000, marée noire de l'Érika – nettoyage et réhabilitation des sites pollués : association Objectif Emploi Solidarité (OES) ; association Initiatives pour les Demandeurs d'emploi par la solidarité (IDES) CP de 09/11/2000, Point sur les conséquences de la marée noire de l'Érika ; association Ouest Littoral Solidaire. 2000-2001

Sous-préfecture de Châteaulin

- 1907 W 16 Pollution de l'Érika : rapports annuels de 2000 et 2001 du FIPOL, compte-rendu de la réunion du 26/10/2000 du Comité "Marée Noire", aide aux professionnels, avances de trésoreries et plan d'apurement des dettes, courriers divers sur le naufrage, courrier du Ministre de l'Équipement, des Transports et du Logement du 20/02/2001, saisie du FIPOL de Lorient 2000-2001

Archives privées

- Fonds "Bretagne Vivante - Société pour l'étude de la protection de la nature en Bretagne (SEPNB). 1950-[2011]
- Fonds Max Jonin 1967-[2011]

Archives départementales de Loire Atlantique

Archives publiques

Archives du Conseil général

Cabinet

1758 W 1-13 Marée noire, communication. 1999-2000

Direction générale des Services.

Marée noire. - Préjudice subi par le Département suite au naufrage de l'Érika :
rapports d'évaluations. 1999-2001

Direction générale adjointe du Développement.

2552 W 129-179 Marée noire occasionnée par le naufrage du pétrolier Érika, aides d'urgence. 1999-2001

2423 W 73 Marée noire Érika. - Aide de l'Etat-Région pour la filière touristique : convention,
coupures de presse, bilans, avenants, programmes. 2000-2001

Direction du Développement économique, de l'agriculture et du cadre de vie.

2287 W 22-34 Marée noire de l'Érika, mesures environnementales, soutien aux paludiers. 1999-2001

Direction des finances.

1888 W 32 Marée noire (naufrage de l'Érika) : rapports, notes, correspondance, études,
comptes rendus de réunions, documentation, délibérations, articles 1999-2000

Direction départementale des Services vétérinaires.

2067 W 1-2, 87 Naufrage de l'Érika. - Pollution des produits de la mer : arrêtés préfectoraux,
correspondance, rapports internes, résultats d'analyses, dossier de presse. 1999-2000

Direction de la Communication.

2769 W 154-159 Naufrage de l'Érika. – Visite du Premier ministre Lionel Jospin et du président de la
République Jacques Chirac : correspondance reçue par le président du Conseil
général, comptes rendus de réunions, notes, communiqués de presse, rapports,
bilans. 1999-2002

Archives du Service départemental d'Incendie et de secours (SDIS)

2518 W 60-74 Evènements exceptionnels. - Naufrage de l'Érika et tempête de 1999, interventions ;
2519 W 3-10 indemnisations. 1999-2004

1991 W 21 Notes permanentes (avril 1989), organisation du plan Polmar-Érika (1999-2001) :
correspondance, procès-verbaux de réunions, protocole. 1989-2001

Archives de la Direction départementale des Affaires sanitaires et sociales (DDASS).

2320 W 229-254 Naufrage de l'Érika, surveillance de l'eau ; surveillance de l'assainissement.
1999-2004

Archives de la préfecture

Sous-préfecture de Saint-Nazaire

2347 W 1-48 Gestion de crises. – naufrage du pétrolier Érika.
1999-2012

Archives de la Direction régionale de l'environnement (DIREN)

2294 W 1-31 Naufrage du pétrolier Érika, lutte contre la pollution et ses conséquences.
1999-2006

Archives de Direction régionale de l'Environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL). Unité départementale de Loire-Atlantique

2869 W 20-39 Gestion des crises. - naufrages de l'Amoco Cadiz le 16 mars 1978 et de l'Érika le 12 décembre 1999.
1978-2004

Archives de la Direction régionale des Entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (DIRECCTE).

2482 W 1-22 Naufrage du pétrolier Érika, marée noire. - Nettoyage des plages, surveillance sanitaire des sites de dépollution.
1998-2010

Archives de la Direction départementale de l'Équipement (DDE)

2216 W 11, 16 Supports photographiques et audiovisuels.
1989-2007

2137 W 42 Rapport. - Rapport du sous-groupe de travail plaisance-nautisme-tourisme-loisirs, rapport sur les effets de la marée noire suite au naufrage du pétrolier Érika et de la tempête, préparations aux réunions du comité interministériel d'aménagement et de développement du territoire (CIADT) littoral.
1995-2000

Archives de la Direction interrégionale de la Mer Nord-Atlantique-Manche-Ouest (DIRM-NAMO)

2348 W 1-213 Gestion des événements de mer.
1916-2010

2762 W 1-62 Mer. – Naufrage de l'Érika, bilan : rapports du Conseil économique et social sur les causes et conséquences du naufrage, du Conseil économique et social de la région des Pays de la Loire sur les conséquences économiques et environnementales de la marée noire, actes de la conférence maritime régionale de l'Atlantique du 25 mai 2000 organisée sur le thème de l'Érika par la préfecture maritime de l'Atlantique.
1965-2011

Archives de l'Office français de la biodiversité (OFB)

2216 W 11, 16 Communication. - Revues de presse thématiques (catastrophe pétrolière du navire Érika, pêche à l'anguille et à la civelle, pollutions environnementales, Loire, vie associative, actions de promotions en faveur de la protection de l'environnement)
1999-2016

Archives privées

236 J Fonds de l'Observatoire des marées noires. 1978-2006
332 J Fonds Simone Grevet. 1999-2012
346 J Fonds de l'Union départementale des associations de protection de la nature, de l'environnement et du cadre de vie de Loire-Atlantique (UDPN44)
1983-2014

Archives départementales du Morbihan

Archives de la préfecture

Direction du cabinet et de la sécurité Service Interministériel de Défense et de Protection Civile 1954-2004

1519 W 48-89 Naufrage de l'Érika
1999-2002

Direction de l'aménagement du territoire

1563 W 48-83 Naufrage de l'Érika, opération POLMAR
1999-2005

1761 W 276 Gestion des catastrophes et incidents industriels et écologiques.
1985-2002

Service interministériel de défense et de protection civile 1947-2007

1729 W 49-53 Naufrage de l'Érika
1999-2002

Centre Régional Opérationnel de Surveillance et de Sauvetage Atlantique Sous-CROSS de Soulac

1486 W 108 Gestion de crises. – naufrage du pétrolier Érika. 1999-2012

Syndicat mixte des ports et bases nautiques du Morbihan 1950-2014

2374 W 48 Naufrage de l'Érika, dégâts consécutifs à la marée noire. Dépôt de plainte, dossier de suivi de la procédure. 1999-2002

Quartier maritime d'Auray 1937-2009

1923 W 312 Naufrage de l'Érika, suivi de l'indemnisation et du contentieux avec les professionnels et contrôle sanitaire des produits de la mer. 2000

Archives départementales de Vendée

Archives du Conseil général

Rapports et délibérations du conseil général

4 Num 220/ 586-592, 596-597, 601-602, 606	Rapports et délibérations du Conseil général de la Vendée.	2000
607, 611, 620, 625, 631		2001
632, 638-639, 645, 650		2002
651-653, 663, 669		2003
677, 682, 685, 691, 703		2004
705, 717		2005

Archives de la préfecture

Actions et coordination des services publics de l'État

2250 W Dossiers relatifs au plan Polmar déclenché suite au naufrage du pétrolier Érika (12 décembre 1999). 1992-2006

Sous-préfecture des Sables d'Olonne

2384 W Application du plan Polmar suite aux naufrages de l'Érika ou du Prestige. 1999-2003

2186 W Contrôles administratifs, 1993-2000. Visites de mises en service des bateaux, 1956-1985. Navires exploités en Afrique sous pavillon français, 1973-1996. Plan Melik, 1991-1994. Statistiques, 1985-1995. Saisons estivales, 1988-1998. Histoire maritime, 1996-2002. Chantiers : plans approbation de la Commission nationale de sécurité de la navigation de plaisance (CNSNP), 1978-1989. Epaves, 1945-2002. Vendée Globe, 1992-2001. Manifestations nautiques, 1992-2001. Rénovation de la Direction départementale des affaires maritimes (DDAM), 1993. Logement de fonction, 1933-2001. Monographies sur la pêche, 1939-1990. Mareyeurs, pêcheurs, 1970-1997. Civelles, carrelets, crabes-nageurs, lançons, 1979-1999. La Faute-sur-Mer : concession de l'estuaire du Lay, 1998 ; aménagement du port, 1997-1999. Chalutage pélagique, 1985-1997. Campagnes sur le thon, 1990-2000. Associations et comités de pêche, 1981-1999. Programme d'orientation pluriannuel (POP), 1984-1994. Elections au Comité local des pêches maritimes (CLPM). Sorties de flotte, 1993-1997. L'Aiguillon-sur-Mer, 1955-1995. Coquillages, 1986-2001. Commission des cultures marines aux Sables d'Olonne, 1993-2008. Ports, 1939-1992. - Jard-sur-Mer, réseau d'eaux fluviales, 1995 ; station d'épuration, 1998. Tempête, 1999. Érika, 1999. Contentieux Aqua Vendée, 1986-2001. Comptabilité, 1948-1981. Coopératives maritimes, 1990-1994.

1933-2008

Bibliographie

La marée noire de l'Érika

BOUTELOUP (Claire), 40 ans après l'*Amoco Cadiz* : science et militance, *Natures Sciences Sociétés*, n° 27, 2019, p. 82-88.

EBNER (Frédéric), *Evaluation et cartographie de la vulnérabilité des côtes face aux pollutions par les hydrocarbures : le cas du littoral des Pays de la Loire (France) et de la côte Est de la mer d'Azov (Russie)*, thèse de géographie, université de Nantes, 2017, 182 p.

Érika, Prestige, et demain ?, *Annuaire de droit maritime et océanique (ADMO)*, n° 32, 2014.

FATTAL (Paul), FICHAUT (Bernard), Marée noire de l'Érika. Enjeux et problèmes relatifs au nettoyage des plages, *Annales de Géographie*, n°623, 2002, p.3-24.

GOEURY (David), La pollution marine, dans Raymond Woessner (sous la dir. de). *Géographie des mers et des océans*, Atlande, Paris, 2014, p. 234-247.

HAY (Julien), THÉBAUD (Olivier), PÉREZ AGUNDEZ (José), CARIOU (Pierre), *Marées noires, enjeux économiques*, Gallimard, Paris, 2008, 136 p.

Le procès de l'Érika et ses conséquences

BEURIER (Jean-Pierre), L'affaire de L'Érika, une avancée sensible du droit, *Neptunus*, 2015, 6 p., [en ligne], url : https://cdmo.univ-nantes.fr/medias/fichier/5_1441879745394.pdf?ID_FICHE=1708494&INLINE=FALSE (Consulté le 29/05/2024).

BORE-EVENO (Valérie), L'Affaire Érika. Quelques réflexions autour de la compétence pénale des juridictions françaises, *Neptunus*, Volume 19, 2013, [en ligne], url : https://cdmo.univ-nantes.fr/medias/fichier/borevalerieÉrikacompetences_1358155535405.pdf?ID_FICHE=1708494&IN_LINE=FALSE (Consulté le 29/05/2024).

CAMPROUX-DUFFRENE (Marie-Pierre), La représentation de l'intérêt collectif environnemental devant le juge civil : après l'affaire Érika et avant l'introduction dans le Code civil du dommage causé à l'environnement, *Vertigo - la revue électronique en sciences de l'environnement* Hors-série 22, 2015, [En ligne] URL : <http://vertigo.revues.org/16320> (consulté le 18 mars 2024).

GRUNVALD (Sylvie) et SAAS (Claire), Regards croisés sur les catastrophes pétrolières : De l'Amoco Cadiz à l'Érika, le regard du pénaliste, *ADMO*, T. XXVII, 2009.

LUCAS (Marthe), La représentation de la nature par les collectivités territoriales devant le juge judiciaire à la lumière de l'article L.142-4 du Code de l'environnement, *Vertigo - la revue électronique en sciences de l'environnement*, Hors-série 22, 2015, [en ligne] URL : <http://journals.openedition.org/vertigo/16248> (Consulté le 29/05/2024).

NDENDE (Martin), Les enseignements du Jugement pénal de Paris sur les responsabilités des acteurs mis en cause dans la catastrophe de l'Érika, *ADMO*, n° 26, 2008.

REBEYROL (Vincent), The Érika Case: an Incitement to Rewrite the CLC (international Convention on Civil Liability for oil pollution damage), *European Energy and Environmental Law Review*, n° 22, 2013, pp.33-43.

Le préjudice écologique

BOUTONNET (Mathilde), L'Érika : une vraie-fausse reconnaissance du préjudice écologique, *Environnement*, n°1, 2013, pp. 19-25.

BOUTELOUP (Claire), *Agir pour la reconnaissance du dommage écologique des marées noires : attachements, stratégies et justification. Cas de l'Amoco Cadiz et de l'Érika*, AgroParisTech, 2015, 314 p.

NEYRET (Laurent), L'affaire Érika : moteur d'évolution des responsabilités civile et pénale, *Recueil Dalloz*, 2010, p. 2238.

VAN LANG (Agathe), Affaire de l'Érika : la consécration du préjudice écologique par le juge judiciaire, *Actualité juridique Droit administratif*, 2008, p. 934.

Zone du contrôle de la description

Notes de l'archiviste :

Description réalisée par Jérôme Kirion, stagiaire-archiviste du Master 2 Archives de l'Université d'Angers.

Règles ou convention :

Cet instrument de recherche a été établi suivant les principes de la norme ISAD(G), deuxième édition, 2000.

Date de la description : Juin 2024

Plan de classement

Suivi général des conséquences du naufrage de l'Érika	109 W 1-16
Suivi des procédures, dossiers annuels de 1999 à 2006	109 W 1-9
Coopération entre les collectivités	109 W 10-15
Relations avec les avocats	109 W 16
Établissement des préjudices en vue d'indemnisation	109 W 17-27
Procédure civile auprès du tribunal de grande instance des sables d'Olonne	109 W 17-26
Procédures amiables	109 W 27
Constitution de partie civile	109 W 28-38
Instruction	109 W 28-29
Tribunal correctionnel de Paris (2006-2008)	109 W 30-31
Cour d'appel de Paris (2008-2010)	109 W 32-36
Cour de cassation (2010-2012)	109 W 37-38
Exécution des décisions de justice	109 W 39-42
Négociations avec la Rina	109 W 39
Recouvrement	109 W 40
Désistement d'instance près du tribunal de commerce de Saint-Brieuc	109 W 41-42
Communication postérieure aux procédures	109 W 43
Documentation rassemblée par le service	109 W 44-45

109 W 1- 45

ARCHIVES DU PÔLE AFFAIRES JURIDIQUES : DOSSIER DE SUIVI DU CONTENTIEUX CONSÉCUTIF AU NAUFRAGE DU PÉTROLIER ÉRIKA

1997-2015

Suivi général des conséquences du naufrage de l'Érika

Suivi des procédures, dossiers annuels de 1999 à 2006

109W 1 - 9	Établissement des stratégies juridiques ; octroi d'avances et subventions ; activités de l'association interrégionale Ouest littoral solidaire (AIOLS) : notes, tableaux récapitulatifs, comptes rendus de réunions, ordonnances, assignations, actes administratifs, conventions, rapports d'enquête, correspondance, communiqués, coupures et revues de presse, documentation, statuts, comptes rendus d'assemblée générale. [classement chronologique]	1999 - 2006
109W 1	1999 [contient l'ordonnance de référé du tribunal de grande instance des Sables-d'Olonne du 24 décembre 1999]	1999
109W 2	2000 (janvier à juin) [contient un exemplaire signé des statuts de l'association interrégionale Ouest littoral solidaire AIOLS]	2000
109W 3	2000 (juillet à décembre)	1998 - 2000
109W 4	2001 [contient le rapport d'expertise du commandant Clouet sur les causes du naufrage, 21 septembre 2001]	2000 - 2001
109W 5	2002	2000 - 2002

109W 6	2003	2003
109W 7	2004	2000 - 2004
109W 8	2005	2004 - 2005
109W 9	2006 [contient l'ordonnance de renvoi devant le tribunal correctionnel de Paris de février 2006]	2005 - 2006

Coopération entre les collectivités

Association interrégionale Ouest Littoral Solidarité (AIOLS)

109W 10 - 12	Suivi des activités : comptes rendus de réunions et d'assemblée générale, conventions, rapport d'expertise, communiqué de presse, support de communication, documentation.	2001 - 2005
109W 10	2001	2001
109W 11	2003	2003
109W 12	2005	2005
109W 13	Contentieux entre l'association et le président du syndicat de la confédération maritime, dit Affaire Malardé : assignations en référé, ordonnance, minutes juridictionnelles, mémoires, bordereau de communication de pièces, dossier d'appel d'offres, coupures et dossier de presse, correspondance.	2000 - 2004

Réunions interrégionales

109W 14	Réunion Érika 5 ans après, préparation ; point sur les activités de l'AIOLS et les procédures : programme, support de présentation, notes, tableaux récapitulatifs, mémoires, avenant marée noire au contrat de plan Etat-Région, correspondance, coupures de presse.	2000 - 2005
109W 15	Réunion commune du 22 janvier 2000 : procès-verbal.	2000

Relations avec les avocats

- 109W 16** Cabinet Lysias, sélection ; paiement : lettre de commande, mémoires et notes d'honoraires, tableaux récapitulatifs de frais, notes stratégiques, délibérations de la commission permanente, correspondance.
- 2007 - 2012**

Établissement des préjudices en vue d'indemnisation

Procédure civile auprès du tribunal de grande instance des Sables d'Olonne

Évaluation du préjudice

- 109W 17** Préjudice économique, évaluation : programme d'actions, demande d'indemnisation, bilans comptables et récapitulatifs des dépenses du comité régional du tourisme (CRT).
- 1997 - 2000**
- 109W 18** Honoraires des experts, provision : avis de remboursement, états de frais, correspondance.
- 2000 - 2012**
- 109W 19** Paludiers, avances financières ; abandon de créance : note d'arbitrage, convention de préfinancement, correspondance.
- 2001 - 2011**
- 109W 20** Association Huître Vendée Atlantique : arrêté, dossier de demande d'aide, correspondance.
- 2001 - 2001**

Production des créances

- 109W 21** Dossier préparatoire : notes, sommaire, ordonnance, correspondance.
- 2001 - 2002**
- 109W 22 - 25** Dossier d'indemnisation : pièces justificatives estampillées et numérotées de 1 à 75.
- 2000 - 2002**
- 109W 22 - 24** Dossier 1 - Subventions diverses
- 2000 - 2002**
- 22** Sous-dossiers 1 à 3 : acquisition de matériel, entreprises aquacoles, marais salants [Il manque la pièce 14]
- 2000 - 2002**
- 23** Sous-dossier 4 : étude d'impact du Conservatoire botanique national de Brest
- 2000**
- 24** Sous-dossiers 5 à 7 : subventions diverses, AIOLS, restauration écologique
- 2000 - 2002**

109W 25 Dossiers 2 à 4 - Dépenses de personnel, Campagnes de communication, Frais d'avocats
[contient aussi des pièces complémentaires demandées par les experts en décembre 2002]

2000 - 2002

Rapport d'expertise final

109W 26 Réception : rapport du 17 novembre 2003, erratum (2004), correspondance (2007).

2003 - 2007

Procédures amiables

109W 27 Indemnisation par le Fonds international d'indemnisation pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures (Fipol) et le fonds de limitation de responsabilité de l'armateur, demande de sursis à statuer : jugement de report, mémoires et conclusions des avocats, correspondance, coupures de presse.

2006 - 2010

Constitution de partie civile

Instruction

109W 28 Causes du naufrage : rapport d'expertise, correspondance.

2005 - 2006

109W 29 Dossier d'instruction : sommaire, pièces de procédures, captures d'écran (fichiers électroniques).
[Données extraites d'un dvd]

2006 - 2007

Tribunal correctionnel de Paris (2006-2008)

109W 30 Audience : calendrier, conclusions des parties, transcription de la déposition du président du conseil régional Jacques Auxiette, notes et comptes rendus d'audience, notes de synthèse, mémoire universitaire sur la notion de préjudice écologique, mémoires d'honoraires, correspondance, dossier de presse.

2006 - 2007

109W 31 Jugement du 16 janvier 2008, analyses : exemplaire annoté, notes de synthèse, verbatim, revue de presse.

2008

Cour d'appel de Paris (2008-2010)

- 109W 32 - 34** Préparation du procès : acte d'appel, liste des appels, notes stratégiques, délibérations de la commission permanente, arrêt de la cour européenne de justice, coupures et communiqués de presse, correspondance. **2009**
- 109W 32** Réunion du 25 août 2009 **2009**
- 109W 33** Stratégie générale **2009**
- 109W 34** Arguments pour la prise en compte du préjudice écologique. **2008 - 2009**
- 109W 35** Audience : comptes rendus, conclusions des parties, correspondance. **2009**
- 109W 36** Jugement, analyses : arrêt de la Cour (30 mars 2010), notes manuscrites, correspondance. **2010 - 2011**

Cour de cassation (2010-2012)

- 109W 37** Pourvoi : notes stratégiques, déclarations, projet de mémoire ampliatif, mémoires des parties, rapport de l'avocat général et du conseiller rapporteur, délibérations du conseil régional, communiqués de presse, coupures, correspondance. [contient un exemplaire du journal *Libération* du 6 avril 2012] **2010 - 2012**
- 109W 38** Arrêt du 25 septembre 2012 : copie exécutoire, notes, correspondance, coupures de presse. **2012 - 2013**

Exécution des décisions de justice

Négociations avec la société Rina

- 109W 39** Proposition d'indemnisation par la société Rina, discussions ; coordination interrégionale ; acceptation : notes, projet et texte de la convention, protocole d'accord, rapports et délibérations de la commission permanente, titres de recette, bulletin de liquidation, tableau récapitulatif des condamnations, liste des membres de l'Association interrégionale Ouest littoral solidaire (AIOLS), correspondance, coupures de presse. **2009 - 2012**

Recouvrement

- 109W 40** Dommages et intérêts. - Provisions des frais d'expertise, réception du trop versé : bulletin de liquidation de recette, récapitulatifs notes d'honoraires des experts, correspondance.
- 2012 - 2015**

Désistement d'instance près du tribunal de commerce de saint-Brieuc

- 109W 41** Procédure de désistement : jugement, conclusions des parties, notes d'honoraires, correspondance.
- 2010 - 2013**
- 109W 42** Notification de l'état des créances arrêté par le juge-commissaire.
- 2015**

Communication postérieure aux procédures

- 109W 43** Projet de colloque. - Conférence des régions périphériques maritimes (CRPM) de Bruxelles le 24 avril 2013, préparation ; participation : propositions de programme, notes de synthèse sur treize ans de procédures, proposition de loi de reconnaissance du préjudice écologique, documentation.
- 2012 - 2013**

Documentation rassemblée par le service

- 109W 44** Rapports de l'Association interrégionale Ouest littoral solidaire (AIOLS) et du Conseil économique et social régional (CESR) sur les conséquences écologiques et environnementales.
- 2000**
- 109W 45** Revues de presse (2000, 2001, 2004)
- 2000 - 2004**

Annexe

Communicabilité des cotes

Cote	Communicabilité
109W 1-3	Immédiate
109W 4	Communicable à partir du 01/01/2077
109W 5-12	Immédiate
109W 13	Communicable à partir du 01/01/2080
109W 14-24	Immédiate
109W 25	Communicable à partir du 01/01/2053
109W 26	Communicable à partir du 01/01/2083
109W 27	Communicable à partir du 01/01/2086
109W 28	Communicable à partir du 01/01/2082
109W 29	Communicable à partir du 01/01/2083
109W 30	Communicable à partir du 01/01/2083
109W 31-34	Immédiate
109W 35	Communicable à partir du 01/01/2085
109W 36	Immédiate
109W 37	Communicable à partir du 01/01/2088
109W 38-39	Immédiate
109W 40	Communicable à partir du 01/01/2066
109W 41	Communicable à partir du 01/01/2089
109W 42-45	Immédiate

Index alphabétique

Les références renvoient aux cotes et non aux pages

A

Accident des transports : 109W 28.

AIOLS : voir ASSOCIATION INTERREGIONALE OUEST LITTORAL SOLIDAIRE

ASSOCIATION INTERREGIONALE OUEST LITTORAL SOLIDAIRE : 109W 1-14, 24, 39, 44.

Appel : 109W 32-34.

Application des peines : 109W 40

Aquaculture : 109W 22-24.

Assignation : 109W 1-9, 13.

AUXIETTE, Jacques : 109W 30.

Avocat : 109W 16, 25, 27, 37.

C

CESR : voir PAYS DE LA LOIRE. CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL REGIONAL

Conchyliculture : 109W 20, 22-24.

CONFEDERATION MARITIME : 109W 13.

CONFERENCE DES REGIONS PERIPHERIQUES MARITIMES : 109W 43.

Contrat de plan : 109W 14.

Coopération interrégionale : 109 W 10-15, 32-34, 39.

CRPM : voir CONFERENCE DES REGIONS PERIPHERIQUES MARITIMES

CRT : voir PAYS DE LA LOIRE. COMITE REGIONAL DU TOURISME

D

Décision de justice : 109W 38

Dossier de presse : 109W 13, 30.

E

Expert : 109W 18

Exploitant agricole : 109 W 19, 22-24.

F

FIPOL : voir FONDS INTERNATIONAUX D'INDEMNISATION POUR LES DOMMAGES DUS A LA POLLUTION PAR LES HYDROCARBURES

FONDS INTERNATIONAUX D'INDEMNISATION POUR LES DOMMAGES DUS A LA POLLUTION PAR LES HYDROCARBURES : 109W 27.

FRANCE. COUR D'APPEL (PARIS) : 109W 32-36.

FRANCE. COUR DE CASSATION : 109W 37-38.

FRANCE. TRIBUNAL CORRECTIONNEL (PARIS) : 109W 30-31.

FRANCE. TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE (SABLES-D'OLONNE, VENDEE) : 109 W 1, 17-21, 26.

FRANCE. TRIBUNAL DE COMMERCE (SAINT-BRIEUC, COTES D'ARMOR) : 109W 41-42.

I

Indemnisation : 109W 17, 19-20, 22-25, 27, 39.

Industrie extractive : 109W 19

M

Magistrat : 109W 37, 42.

MALARDE, Alain : 109W 13

Minute juridictionnelle : 109W 1-9, 13, 21, 27-28, 30-38, 41.

P

PAYS DE LA LOIRE. COMITE REGIONAL DU TOURISME : 109W 18.

PAYS DE LA LOIRE. CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL REGIONAL : 109W 44.

Président du Conseil régional : 109W 30

R

Rapport d'expertise : 109W 4, 10-12, 26, 28.

Réunion scientifique : 109W 43

Revue de presse : 109W 31, 45.

RINA : 109W 39.

S

Saline, voir Industrie extractive

Table des matières

INTRODUCTION.....	3
PLAN DE CLASSEMENT.....	17
CORPS DU REPERTOIRE	18
Annexe : Communicabilité des cotes.....	24
Index.....	25